



# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ANALYSE IPC DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË JUILLET 2020 – JUIN 2021

## ANNEXE-SITUATION PAR PROVINCE

Publié en septembre 2020

REMARQUE : RESULTATS PRELIMINAIRES EN ATTENTE DE LA DISSEMINATION OFFICIELLE AU NIVEAU NATIONAL

## PROVINCE DU SUD KIVU

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Sur la période courante d'analyse allant de juillet à décembre 2020, 6 des 9 territoires analysés pour la province du Sud Kivu sont classifiés en phase de Crise (Idjwi, Kabare, Mwenga, Shabunda, Uvira et Walungu) et 2 apparaissent en phase d'Urgence (Fizi, Kalehe). Au total, 34% des populations des zones rurales analysées sont estimées en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou pire) soit environ 2 384 000 personnes. Pour la période projetée (janvier à juin 2021), la situation globale de la province est susceptible de s'améliorer et 25% des ménages de la province seraient en phase de Crise (Phase 3 de l'IPC) ou d'Urgence (Phase 4 de l'IPC), soit 1 740 000 personnes. Sur cette période, à l'exception de Bukavu qui, comme pour la période courante demeurera en Phase 2, tous les territoires verront leur situation s'améliorer : les territoires d'Idjwi, Kabara, et Mwenga passeront en Phase de Stress (Phase 2 de l'IPC) tandis que les territoires de Fizi et Kalehe s'afficheront en Crise (Phase 3 de l'IPC). Bien que demeurant en Phase 3 de l'IPC, les territoires de Shabunda, Uvira et Walungu, verront leur pourcentage de population en Phase 3 de l'IPC et plus diminuer.

### Principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire :

Les résultats de l'EFSA indiquent qu'au Sud-Kivu, seuls 28,9% des ménages possèdent du bétail, alors que 51% des ménages déclarent pratiquer l'agriculture. Dans cette province, 3,9% des ménages n'ont pas consommé de vitamine A, 11% n'ont pas consommé de protéines, contre 38% qui n'ont pas consommé du fer. Par ailleurs, 60% des ménages du Sud-Kivu s'approvisionnent en eau à partir du robinet, 8,6% à partir des rivières, lac ou cours d'eau, tandis que le reste de la population s'approvisionne à partir des puits aménagés, forage, pompe ou sources aménagées. Par exemple, dans les territoires de Kabare et Walungu, 70% et 77% des ménages consacrent plus des trois quarts de leurs dépenses mensuelles à l'alimentation. Par ailleurs, le rapport d'OCHA indique qu'au cours de l'année 2020, environ 61 324 personnes se sont déplacées au Sud-Kivu fuyant les combats entre les forces loyalistes et les groupes armés. Ces déplacements ont provoqué la perte des moyens d'existence des ménages.

### Période actuelle :

Les catastrophes naturelles, les violences localisées liées aux opérations militaires et à l'activité des groupes armés ainsi que la présence des forces étrangères (FNL), les milices résiduelles et les conflits intercommunautaires sont autant de facteurs qui déterminent l'insécurité alimentaire de la province. Les tensions communautaires qui constituent le principal déclencheur de l'insécurité alimentaire depuis 2019 se sont amplifiées jusqu'en janvier 2020. Sur la période courante, elles continuent de toucher certaines parties des territoires affectant les populations civiles et entraînant des mouvements de populations.

Même si l'agriculture reste la principale activité de subsistance des ménages de la province, le taux de dépendance aux denrées alimentaires en provenance des pays voisins (Rwanda, Ouganda, Tanzanie et Burundi) reste élevé, excepté pour le manioc et la banane. Avec la crise du COVID-19, les restrictions des mouvements et la fermeture des frontières avec les pays limitrophes ont entraîné une faible disponibilité des produits dans la zone provoquant la hausse des prix de certaines denrées alimentaires et des produits de première nécessité. La dépréciation continue du Franc Congolais face au Dollar américain et la hausse des prix ont fait chuter de 30% le pouvoir d'achat de la majorité des ménages et réduit leurs revenus, notamment pour les ménages vivant du petit commerce. Les restrictions de rassemblement ont limité l'accès au marché et aux centres urbains, dans un contexte où la dégradation des routes agricoles limite les échanges. Toutes les activités commerciales ont été paralysées et les ménages à faible revenu éprouvent d'énormes difficultés à survivre.

### Période projetée :

Sur la période projetée, les récoltes d'haricots en février – mars de même que celles du maïs et du riz pourraient contribuer à améliorer les stocks des ménages dans les zones rurales, et accroître la disponibilité des denrées alimentaires dans les centres urbains. Si les frontières avec les pays voisins restent fermées et que les mesures globales de lutte contre le COVID-19 ne sont pas atténuées, les prix pourraient s'afficher au-dessus de leur niveau normal d'avant COVID-19. Néanmoins, les récoltes attendues pourraient atténuer cet effet sur les prix des produits locaux tels que le haricot, le maïs et le manioc qui pourraient être stables ou en légère diminution. L'augmentation des prix de certaines denrées, tributaire de la dépréciation du FC, pourrait par ailleurs, continuer au cas où la dépréciation du FC ne serait pas stabilisée.

Concernant les facteurs déterminants, les offensives des FARDC contre les groupes armés dans les territoires d'Uvira, Fizi, Shabunda et Mwenga pourraient perdurer, entraînant le déplacement des populations et l'abandon de leurs moyens d'existence.



## PROVINCE DU HAUT LOMAMI

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Sur la période courante, dans la province du Haut-Lomami, parmi les 2 territoires analysés, Kabongo affiche, pour la période courante, la situation la plus préoccupante : 20% de la population connaît une situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) et 40% de Crise (Phase 3 de l'IPC), soit 501 000 personnes au total. En Phase 3 de l'IPC ou pire. Sur la période projetée (janvier à juin 2021), en dépit d'une amélioration, 15% de la population de ce territoire restera en Phase 4 de l'IPC et 35% en Phase 3 de l'IPC. A Kamina, 35% de la population est estimée en Phase 3 de l'IPC et plus sur la période courante se réduisant à 25% pour la période projetée (173 000 personnes).

### Période actuelle :

Les territoires de Kabongo et de Kamina sont des zones à vocation agricole, mais très enclavés en raison du mauvais état de routes. Ils dépendent fortement des échanges commerciaux avec les provinces voisines. En raison de la fermeture des frontières avec la Zambie décrétée dans le cadre de la crise du COVID-19 et la réduction des échanges commerciaux, les prix de certaines denrées connaissent sur la période courante une forte hausse et les ménages perdent du pouvoir d'achat suite à l'arrêt des activités économiques. Les épidémies de rougeole et de diarrhée qui ont sévi sur une bonne partie des territoires de Kamina et de Kabongo, ont exacerbé la vulnérabilité des populations à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. A Kabongo, l'effondrement du pont de Longoyi qui relie ce territoire aux principaux pôles d'approvisionnement (villes de Lubumbashi et de Kolwezi) a accentué le ralentissement de la disponibilité des denrées dans la zone et sur la période courante, plus des deux tiers de la population met en place des stratégies de crise et d'urgence pour faire face à la situation. Par ailleurs, la faible disponibilité et utilisation des aliments se caractérisent par des taux élevés de malnutrition dans la zone de santé de Kamina.

### Période projetée :

Dans la période projetée, la production agricole est susceptible d'être faible à cause de prévisions pluviométriques en dessous de la moyenne dans le Sud-Est du pays. La reprise des échanges commerciaux avec la Zambie pourrait cependant améliorer la disponibilité des denrées dans les zones. Avec l'assouplissement des règles liées au COVID-19 et la reprise des activités, la situation financière des ménages pourrait s'améliorer permettant un meilleur accès au panier alimentaire de base. La situation environnementale de ces territoires, caractérisée par un faible accès à l'eau potable, demeurera toutefois précaire, exposant la population à des épidémies quasi-récurrentes de rougeole et de diarrhée.

## PROVINCE DU MANIEMA

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Les 3 territoires analysés de la province du Maniema apparaissent en Phase 3 de l'IPC en période courante comme en projetée. L'évolution de la situation de Kabambare et de Kailo est similaire à la tendance de la province : avec respectivement 40% et 25% de leur population en Phase 3 de l'IPC et plus, ces 2 territoires voient leur situation de sécurité alimentaire inchangée en période projetée. Le territoire de Punia affiche, quant à lui, une dégradation avec 35% de personnes en Phase 3 de l'IPC et plus (66 000 personnes) sur la période projetée contre 30% en période courante (57 000 individus).

### Principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire :

Les facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire dans la province du Maniema sont les conflits et les déplacements de populations, les inondations, la situation liée au COVID-19 et la prévalence des maladies comme la rougeole et le choléra dans certaines zones.

### Période actuelle :

Ainsi, sur la période courante, l'amélioration de la situation sécuritaire sur les territoires de Punia et de Kailo a attiré de nombreux déplacés des autres provinces ou des territoires voisins. La majorité des déplacés a été accueillie par les communautés locales réduisant la disponibilité des aliments dans ces zones et exerçant une pression sur les moyens d'existence des populations hôtes. A Kailo, les inondations de mars 2020 ont détruit une partie des récoltes vivrières et maraîchères en plus des maisons, des écoles et autres biens de valeur. Le territoire de Kabambare reste, quant à lui, un point chaud de conflit et on estime qu'entre janvier et juin 2020, 30 000 à 50 000 personnes se sont déplacées. Dans ces zones touchées par les conflits, les producteurs ont fait face à des pertes de récoltes réduisant la disponibilité de denrées alors que les stocks alimentaires des ménages étaient déjà faibles. Avec la situation du COVID-19 et la dépréciation du Franc Congolais, les populations de Punia pratiquant l'exploitation minière artisanale voient leur activité et leurs revenus baisser de même que les populations vivant du commerce ou des cultures de rente. Même si les prix sont parmi les plus bas de la médiane nationale, on assiste de façon globale à une perte de pouvoir d'achat des ménages limitant leur accès financier aux denrées de base.



### Période projetée :

Avec des prévisions pluviométriques attendues probablement au-dessus de la moyenne dans la partie centrale et ouest du pays, la production sur la période projetée permettra aux ménages de reconstituer leurs stocks, sans toutefois assurer leur autosuffisance alimentaire. Les prix des produits locaux tels que les haricots, le maïs ou le manioc pourraient être stables voire en légère baisse. En revanche, la poursuite de la dépréciation de la monnaie locale et les mesures de contrôle prises dans le cadre du COVID-19 pourraient continuer à entraîner une hausse des prix des produits de première nécessité également impactée par une augmentation des prix du carburant. Le pouvoir d'achat des ménages continuerait à être faible, notamment pour les ménages ayant perdu leurs emplois pendant le confinement. Par ailleurs, comme en période courante, le mauvais état des routes contribuerait à limiter la disponibilité de certaines denrées et l'accès aux marchés approvisionnés. Dans certaines zones du territoire de Kabambare, les conflits et déplacement de population seraient susceptibles de perdurer entraînant de nouvelles migrations vers des zones plus stables (ex : Kailo) obligeant les ménages hôtes à partager leurs ressources.

## PROVINCE DU BAS UELE

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Pour la province du Bas-Uélé, un seul territoire a été considéré pour ce cycle d'analyse IPC. Ainsi, sur la période courante (juillet à décembre 2020), le territoire de Bambesa apparaît en Phase 3 de l'IPC avec 15% de sa population estimée en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) et 5% en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC), soit un total de 27 000 personnes. Sur la période projetée de janvier à juin 2021, la situation de sécurité alimentaire des ménages de la zone se détériore avec 20% de personnes en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) et 5% en Phase d'Urgence, soit 34 000 personnes en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou pire).

### Période actuelle :

Sur la période courante, les productions de cultures vivrières de l'arachide, du maïs et du riz augmentent sur le territoire (respectivement de 54%, 3% et 41% par rapport à la campagne 2018) suite à l'accroissement des superficies emblavées et à des conditions climatiques favorables. La plupart des prix des produits locaux connaissent une baisse suite à une réduction de la demande, réduisant ainsi les revenus des producteurs. En revanche, avec les mesures prises dans le cadre du COVID-19 et la dépréciation du Franc Congolais par rapport au dollar américain, les prix des produits manufacturés augmentent dans la zone et le pouvoir d'achat des ménages se réduit. Par ailleurs, la persistance et la récurrence des maladies animales telles que la peste porcine ou la peste des petits ruminants réduisent sensiblement la capacité des ménages à consommer les aliments carnés. Ainsi, la consommation alimentaire des ménages du territoire de Bas-Uélé est globalement limitée pour 55% des ménages et pauvre pour 17%. Par ailleurs, 59% des ménages ont mis en place des stratégies de moyens d'existence de crise et 17% des stratégies d'urgence.

### Période projetée :

Sur la période projetée, la production agricole continue d'augmenter suite à l'accroissement des superficies emblavées et à des conditions climatiques optimales. La production animale reste limitée à cause des épizooties dans la zone. La hausse des prix des produits manufacturés qui se poursuit continue d'affecter le pouvoir d'achat des ménages et la dégradation des routes de desserte agricole limite l'évacuation des produits agricoles vers les grands centres de consommation. Il est à noter que dans la province du Bas-Uélé, près de 70% des routes sont estimées en très mauvais état. Le pouvoir d'achat des ménages de la zone continue de s'éroder. Enfin, l'accès à l'eau potable reste un problème majeur pour les populations impactant la qualité des aliments consommés et exposant les ménages à des maladies hydriques.

## PROVINCE DE LA TSHUAPA

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

A l'exception du territoire de Bokungu, 4 des 5 territoires analysés dans la province de Tshuapa sont classifiés en Phase 3 de l'IPC, sur la période projetée, avec des populations en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) ou pire de l'ordre de 20% à 35%. Sur la période projetée, la situation de sécurité alimentaire demeure stable pour le territoire de Befale (35% de la population en Phase 3 de l'IPC et plus). Dans les zones de Djolu et d'Ikela, une dégradation de la situation est constatée n'impliquant pas de changements de Phase IPC : les zones qui restent en Phase 3 de l'IPC voient leurs pourcentages de populations en Phase 3 de l'IPC et plus passer, respectivement, de 25% (courante) à 30% (projetée). Le territoire de Boende pourrait connaître une amélioration de sa situation sur la période projetée, passant d'une Phase 3 de l'IPC à une Phase 2 tandis que le territoire Bokungu enregistrerait probablement une détérioration passant d'une Phase 2 de l'IPC à une Phase 3 de l'IPC.

s'éroder. Enfin, l'accès à l'eau potable reste un problème majeur pour les populations impactant la qualité des aliments consommés et exposant les ménages à des maladies hydriques.



### Période actuelle :

La plupart des territoires de la province dépendent fortement des importations provenant de Kinshasa à travers le réseau fluvial et routier. Les mesures restrictives prises par le Gouvernement pour contenir l'expansion du COVID-19 ont, sur la période courante, significativement perturbé les flux entraînant la hausse des prix sur les marchés, la baisse du pouvoir d'achat des ménages et la contraction de l'offre sur les marchés locaux impactant à la baisse les revenus des ménages. Le manque d'intrants agricoles et de semences améliorées ainsi que l'incidence des chenilles légionnaires ont également réduit la disponibilité de denrées dans la zone. L'impraticabilité des routes de desserte agricole rend l'évacuation des productions difficile – 100% des routes de desserte agricole sont estimées en mauvais état - et réduit la disponibilité dans d'autres zones. A cela s'ajoute la recrudescence des maladies telles que la rougeole ou le choléra, augmentant la vulnérabilité des populations les plus fragiles. Sur le premier trimestre 2020, la province de la Tshuapa affiche 4 zones de santé en alerte contre 2 en 2019. La situation nutritionnelle est également marquée par des taux élevés de malnutrition aiguë globale dans toute la province.

### Période projetée :

Sur la période projetée (janvier à juin 2021), bien que les prévisions pluviométriques restent favorables à une bonne production agricole, la disponibilité des vivres de manière stable sur la période projetée, pourra être perturbée par l'accès difficile à la terre et la hausse générale des prix des biens et services. Le mauvais état des routes à nouveau détériorées par les fortes pluies de décembre et le dysfonctionnement des marchés rendront difficile l'évacuation des produits agricoles hors des zones de production. La dépréciation de la monnaie locale pourra également entraîner la hausse du prix des denrées dans la zone et le pouvoir des ménages continuera de s'éroder. L'insuffisance d'aliments énergétiques et nutritifs combinée au faible accès à l'eau potable et aux interdits sur certains aliments risquera d'exacerber la vulnérabilité des populations les plus fragiles.

## PROVINCE DU NORD KIVU

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Sur les 9 territoires analysés dans la province du Nord Kivu, 7 apparaissent en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) et 2 en Stress (Phase 2 de l'IPC) pour la période courante (juillet – décembre 2020). Sur la période projetée (janvier – juin 2021), la situation de sécurité alimentaire demeure inchangée pour les territoires de Lubero, Masisi et Walikale qui restent en Phase 3 de l'IPC avec des pourcentages de population en Phase 3 de l'IPC et plus de l'ordre de 30% - 35%. Dans le contexte urbain de Beni-ville et à Nyiragongo, l'amélioration de la situation des populations induit un changement de phase, ces zones passant d'une phase de Crise (Phase 3 de l'IPC) à une phase de Stress (Phase 2 de l'IPC). Les populations des territoires de Beni, Rutshuru, Butembo et Goma voient leur situation de sécurité alimentaire s'améliorer sans que cela implique un changement de phase IPC ; ainsi, sur la période projetée, les 2 premiers territoires se maintiennent en Crise (Phase 3 de l'IPC) tandis que les 2 derniers s'affichent toujours en Stress (Phase 2 de l'IPC).

### Principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire :

Au Nord Kivu, les résultats de l'EFSA montrent que les ménages ruraux mettent en œuvre des stratégies d'adaptation alimentaires ; plus des trois quarts d'entre eux sont classés en Phase 3 de l'IPC (Crise) avec un rCSI supérieur à 19. Par ailleurs, un grand nombre des ménages allouent 75% ou plus de leurs revenus à l'achat de nourriture, ce qui indique une forte dépendance aux marchés face à des revenus très faibles d'où la grande vulnérabilité économique. Par ailleurs, dans la province, seuls 35,8% des ménages possèdent du bétail, alors que 66,6% des ménages déclarent pratiquer l'agriculture. Dans la province voisine du Tanganyika, 83% des ménages déclarent avoir pratiqué l'agriculture au cours de la saison A. Par ailleurs, 9,6% de ménages du Nord-Kivu n'ont pas consommé de vitamine A ; 14,1% n'ont pas consommé des protéines, contre 52,9% qui n'ont pas consommé des aliments riches en fer. Concernant l'accès à l'eau, 62% des ménages du Nord-Kivu s'approvisionnent en eau à partir du robinet, 1,4 % à partir des rivières, de lacs ou de cours d'eau puis 20% à partir de sources aménagées, tandis que le reste de la population s'approvisionne grâce à des puits aménagés, des forages ou des pompes.

### Période actuelle :

La province du Nord Kivu est depuis plusieurs décennies le théâtre de l'activisme des groupes armés locaux, et étrangers qui commettent de multiples exactions contre les populations locales (tueries, viols, pillages, extorsions...), obligeant ces dernières à se déplacer et à abandonner leurs moyens d'existence.

Pour la période courante, les principales denrées alimentaires sont disponibles sur les grands marchés de la province et la disponibilité alimentaire est bonne en dépit de l'irrégularité des pluies, des excès de précipitation, d'une production agricole touchée par les ravageurs (mosaïque du manioc, chenilles légionnaires) et du ralentissement des importations suite aux mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la pandémie du COVID-19. Ces mesures restrictives associées à l'instabilité du Franc Congolais induisent une augmentation des prix des biens de première nécessité et, de façon générale, les ménages connaissent une perte de leur pouvoir d'achat en particulier les ménages pauvres vivant de l'agriculture et du petit commerce. La consommation alimentaire est pauvre et limite pour 72% des ménages tandis que 56% recourent à des stratégies de survie d'urgence. Malgré la fin de l'épidémie de la maladie à virus Ebola, les maladies de la rougeole et du choléra sont encore bien présentes dans la province. Quelques cas de COVID-19 sont à déplorer mais la situation semble être contenue sur la période d'analyse. Le paludisme est également endémique de la zone fragilisant les populations les plus vulnérables.

### Période projetée :

Pour la période projetée, l'accès aux denrées pourrait rester préoccupant notamment pour les ménages à faible revenus. Le retour de la saison des pluies pourrait continuer à dégrader les routes rendant plus difficile les échanges entre les zones de production et les zones de consommation. La dévaluation de la monnaie pourrait se poursuivre aggravant la perte du pouvoir d'achat des populations. La disponibilité alimentaire pourrait cependant rester relativement bonne grâce à une bonne pluviométrie, à l'intégration des marchés avec les différents pays frontaliers et à la reddition de certains groupes armés dans la province favorisant le retour à la terre. Dans certains territoires tels que Masisi ou Walikale, les offensives des groupes armés pourraient perdurer entraînant le déplacement des populations et la perte des moyens d'existence tels que le cheptel ou l'accès à la terre. Ces populations pourraient alors être dépendantes de l'aide humanitaire.

## PROVINCE DE L'ITURI

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Sur les 5 territoires de la province de l'Ituri analysés, 2 sont en phase d'Urgence (Phase 4 de l'IPC ; Djugu et Mahagi) et 3 en phase de Crise (Phase 3 de l'IPC ; Aru, Irumu, Mambasa). Pour la période de janvier – juin 2021, les populations des territoires de Djugu, Irumu, Mahagi et Mambasa connaissent une détérioration de leur situation de sécurité alimentaire : si Mahagi et Djugu restent en Urgence (Phase 4 de l'IPC) et Mambasa en phase de Crise (Phase 3 de l'IPC), Irumu passe d'une Phase de Crise (Phase 3 de l'IPC) à une situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). Sur la période projetée, la province affiche un total d'environ 2 759 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire élevée.

### Principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire :

Dans la province de l'Ituri, près de 70% des ménages ont utilisé des stratégies de survie de crise ou d'urgence. Les résultats mVAM montrent que 60% de ménages dans le territoire d'Irumu ont une consommation alimentaire pauvre, et plus de 50% dans Mahagi (54%) et Djugu (51%).

### Période actuelle :

Les conflits armés sont le choc principal que subit la province de l'Ituri, et qui provoque des déplacements de populations. Djugu qui a vu sa situation sécuritaire fortement se dégrader aux mois d'avril et mai 2020 est le territoire avec le plus grand nombre de factions qui bloquent l'accès humanitaire aux populations. On estime que 662 581 personnes se sont récemment déplacées en Ituri suite aux conflits armés. Plus de 200 000 personnes ont migré du territoire de Djugu vers d'autres zones de Djugu, vers Mahagi, Aru ou encore vers Bunia. Le conflit a également tendance à déborder sur le territoire de Mahagi et des déplacements s'intensifient vers Aru. Plusieurs incursions armées en territoire d'Irumu ont également provoqué des mouvements de populations.

Sur la période courante, l'accès difficile aux champs, les pillages de récoltes, les enlèvements et exactions à répétition réduisent la production agricole dans les principaux bassins de production de la province. La fermeture des frontières suite au COVID-19, a réduit les échanges des petits commerçants avec l'Ouganda via le lac Albert. Bien que les cargos ne soient pas frappés par cette mesure, l'arrêt de l'activité des petits commerçants impacte négativement la disponibilité des produits agricoles importés dans la zone. Par ailleurs, sur plusieurs territoires, l'accès aux vivres est limité car la situation sécuritaire ne permet pas aux producteurs d'accéder à leurs récoltes. Certains ménages ont perdu leurs moyens d'existence et les marchés ne sont que partiellement fonctionnels à cause de l'insécurité. Avec la dépréciation du Franc Congolais par rapport au dollar américain et la hausse des prix du carburant, les prix de certaines denrées et biens de première nécessité augmentent fortement rendant l'accès à la nourriture de plus en plus difficile. Sur la période courante, plus des trois quarts des ménages mettent en place des stratégies de moyens d'existence d'urgence.

### Période projetée :

Compte tenu de la fragilité de la situation sécuritaire dans la province depuis plusieurs années et du manque de solutions pour résoudre les conflits inter-ethniques, on pourrait s'attendre, sur la période projetée, à un éclatement général des conflits. Les superficies emblavées seraient restreintes et les récoltes de la saison B (prévues en décembre 2020) et de la saison A (prévues en juin 2021) seraient inférieures à la moyenne. Cela arrêterait le mouvement des retournés et amplifierait les déplacements de population dans une zone déjà largement meurtrie par des conflits inter communautaires. En termes d'accès, la dépréciation de la monnaie et la hausse des prix pourraient se poursuivre sur la période projetée. La perte des moyens d'existence et de revenu des populations se poursuivra. L'accès aux denrées serait rendu plus difficile à cause notamment d'un pouvoir d'achat qui continuerait de s'éroder.

## PROVINCE DU HAUT KATANGA

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Dans la province du Haut-Katanga, les 3 territoires analysés apparaissent tous en Phase de Crise (Phase 3 de l'IPC) pour la période courante comme pour la période projetée. Au total, 44% de la population est estimée en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 et 4 de l'IPC), représentant 729 000 personnes. Sur la période projetée, la situation reste stable pour les territoires de Kasenga et de Pweto (respectivement 40% et 45% des populations en Phase 3 de l'IPC et plus). Pour le territoire de Mitwaba, une amélioration est attendue avec 40% de personnes en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC et plus), soit 132 000 personnes, contre 50% en période courante (juillet – décembre 2020).

### Période actuelle :

Sur la période courante, l'accalmie sécuritaire constatée dans les 3 territoires a permis une relance de la production agricole et halieutique notamment à Pweto et Kasenga sans toutefois être suffisante pour répondre à la demande locale. La résurgence des conflits entre Twa et Bantou dans le Tanganyika (zone de Moba) a déversé des populations de déplacés dans les territoires voisins notamment Pweto. Par ailleurs, les inondations ont détruit une partie des productions de riz, de manioc, d'arachide et de tubercules, accentuant le fossé entre la demande et l'offre locale. Les mesures prises dans le cadre de la crise du COVID-19 ont amoindri l'entrée des denrées dans la zone en provenance notamment de la Zambie. Avec la dépréciation de la monnaie et la rareté des biens dans la zone, les prix, sur la période courante, augmentent fortement limitant l'accès financier des populations en plus d'un accès physique difficile par manque de praticabilité des routes en saison de pluie. Les revenus et le pouvoir d'achat des ménages baissent. Selon les résultats de l'enquête EFSA, 82% des ménages des territoires analysés présentent des scores de consommation alimentaire pauvre et limite et 35% des ménages mettent en place de stratégies d'adaptation liées à la nourriture afin de maintenir leur consommation. Par ailleurs, 71% des ménages recourent à des stratégies de moyens d'existence de crise (32,4%) et d'urgence (38,2%).

A cela s'ajoute les épidémies de rougeole et de choléra qui pèsent sur les moyens d'existence des ménages et un accès à l'eau de boisson toujours difficile notamment pour les déplacés quel que soit le contexte. Par ailleurs, si 260 cas de COVID-19 ont été détectés en juillet 2020, ils ne concernent pas les territoires analysés.

### Période projetée :

Sur la période projetée, les déplacements des populations en provenance du Tanganyika sont susceptibles de perdurer. Les conflits inter-ethniques de la zone pourraient réapparaître si les seigneurs de guerre locaux réussissent à réactiver leurs milices, replongeant les populations de la zone dans un cycle de déplacements. La dépréciation de la monnaie risque de se poursuivre entretenant la tendance haussière des prix et la perte de pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, l'accès aux denrées pourrait rester difficile dans la zone. Avec l'effet El Niño, de nouvelles inondations sont susceptibles de se produire entre mars et mai 2021, touchant les territoires de Pweto et Mitwaba avec comme conséquence, la perte de cultures, la prolifération des maladies de cultures et des animaux. Le territoire de Kasenga serait plus épargné par ces inondations même si la production locale reste, comme dans les autres zones, pénalisée par de faibles superficies emblavées et de faibles rendements. La rougeole, enregistrée dans cette zone sur les trois dernières années, pourrait refaire surface. Enfin, la situation du COVID-19 pourrait continuer à perturber le fonctionnement des marchés dans ces zones, surtout si les gestes barrières ne sont pas respectés.

## PROVINCE DE L'EQUATEUR

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Sur les 4 territoires analysés de la province de l'Equateur, 3 présentent des situations de Crise (Phase 3 de l'IPC ; Basankusu, Bomongo et Makanza) et un territoire (Lukolela) est en phase de Stress (Phase 2 de l'IPC). La situation de sécurité alimentaire demeure globalement inchangée sur la période projetée (janvier à juin 2021) et les 3 territoires de Basankusu, Bomongo et Makanza affichent des proportions de populations en Phase 3 de l'IPC et plus respectivement de l'ordre de 20%.

### Période actuelle :

Les inondations subies dans la zone ont négativement affecté les activités de pêche, première source de nourriture et de revenus des ménages dans la province. Les cultures de manioc et de maïs, en plus d'être partiellement détruites par les inondations, ont subi des attaques de ravageurs et la dernière campagne ne couvre que 31% des besoins de la zone. Ainsi, sur la période courante, la disponibilité des denrées alimentaires de base et les stocks des ménages apparaissent très faibles. La fermeture des frontières suite à la crise du COVID-19, a ralenti les échanges transfrontaliers, paralysant le petit commerce et l'entrée dans la zone de produits en provenance de Congo-Brazza (Equateur à Bomongo, Lukolela) ou d'autres provinces limitrophes. Si les déficits sont généralement comblés par des achats sur le marché, l'accès est, sur la période courante, rendu plus difficile par la hausse des prix des biens de première nécessité. Par ailleurs, les inondations de la saison pluvieuse ont rendu l'accès à plusieurs marchés très difficiles.

Dans les zones de production, éloignée des centres de consommation, où les infrastructures et pratiques de transformation des aliments existent peu, les prix des produits ont tendance à baisser faute de pouvoir sortir de la zone, diminuant de ce fait le revenu des ménages. Ainsi, sur la période courante, selon les données de la CAID, 81% des ménages mettent en place des stratégies de moyens d'existence liées à l'alimentation de stress et 6% de crise tandis que 12% des ménages recourent à des stratégies de moyens d'existence d'urgence et 56% de crise. Concernant l'utilisation des aliments, le faible taux de desserte en eau potable dans la province (estimé à environ 1,5%) est à la base des problèmes cruciaux d'approvisionnement et d'accès à l'eau potable. La population qui recourt à l'eau des rivières affiche une vulnérabilité aux maladies diarrhéiques et aux épidémies répétées de choléra dans la zone.

#### Période projetée :

Dans la période projetée, la production de manioc, aliment de base, restera déficitaire, suite à de nouvelles inondations dans la zone et faute d'espace disponible pour accroître la superficie à cultiver. L'éventuelle propagation de la maladie à virus Ebola cantonnée sur la période courante aux territoires voisins de ceux analysés, de même que la crise du COVID-19 pourraient entraîner de nouvelles restrictions de mouvements incluant les commerçants qui approvisionnent des marchés. Les revenus et le pouvoir d'achat pourraient se contracter, sur fond de poursuite de hausse des prix, réduisant de nouveau l'accès des populations aux aliments dans la zone et détériorant leur situation de sécurité alimentaire.

## PROVINCE DU NORD UBANGI

#### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Au cours de la période courante, sur les 5 territoires analysés, 3 apparaissent en Phase 3 de l'IPC et 2 en phase de Stress (Phase 2 de l'IPC). Entre janvier et juin 2021, les territoires de Businga et Mobayi – Mbongo verront leur situation s'améliorer, passant d'une Phase 3 de l'IPC à une Phase 2 de l'IPC tandis que la situation de sécurité alimentaire serait susceptible de demeurer inchangée à Bosobolo. La ville de Gbadolite et le territoire de Yakoma connaîtront une réduction du nombre de personnes en Phase 3 de l'IPC et plus, passant respectivement de 5% (courante) à 0% (projetée) et de 15% à 5%.

#### Principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire :

Au Nord-Ubangi, 96% des ménages ont accès à une terre cultivable et 94% des ménages ont respectivement pratiqué l'agriculture au cours de la saison 2020 A. Dans cette province, 70% des ménages déclarent posséder du bétail et 59% des ménages s'approvisionnent à partir des sources non aménagées.

#### Période actuelle :

Sur la dernière campagne agricole, principale production de denrées alimentaires, la majeure partie de la région n'a reçu que 61,6 % de la pluviosité normale jusqu'en mai 2020. Certaines zones ont connu des épisodes de sécheresse de plus de 30 jours tandis que d'autres (territoire de Yakoma) ont fait face à des inondations qui ont détruit une partie de récoltes. Ainsi, sur la période courante, la production céréalière et non céréalière s'affiche à la baisse réduisant la disponibilité des denrées dans la zone comparée aux années précédentes. Sur cette période courante, les marchés sont fonctionnels et approvisionnés. Cependant, le prix relativement cher du transport public et l'impraticabilité des routes et voies de dessertes agricoles rendent l'accès aux denrées très difficiles pour les ménages les plus pauvres. Les territoires de Businga et Yakoma, sont parmi les zones à avoir enregistré la plus forte variation du coût du panier alimentaire au niveau national. Le ralentissement des activités économiques suite aux mesures prises dans le cadre de la crise du COVID-19, a également diminué le revenu de certains ménages et compliqué l'accès aux denrées. Par ailleurs dans certains territoires, la présence de réfugiés Centrafricains (9 675 réfugiés dans les camps et 10 007 réfugiés hors camps) à Bosobolo, 52 054 réfugiés à Mobayi-Mbongo (18 564 réfugiés dans les camps et 33 490 réfugiés hors camp), 8 008 réfugiés hors camp à Yakoma et 10524 réfugiés hors camp à Gbadolite (Source UNHCR Mai 2020) accueillis dans des familles de la zone exercent une pression sur les moyens d'existence des populations hôtes. On dénombre également 181 961 sinistrés suite aux inondations.

#### Période projetée :

Au cours de la période projetée, les perturbations pluviométriques dans le Nord-Ubangi entre août à octobre 2020 laissent supposer une baisse des activités champêtres réduisant la production agricole de la saison B. Avec l'enclavement de la province et une situation de COVID-19 qui pourrait perdurer, les ménages risquent d'être confrontés à une insuffisance de leurs moyens de production (intrants agricoles) et leurs activités économiques risquent de se ralentir, en plus des activités champêtres. Par ailleurs, la persistance du faible pouvoir d'achat des ménages, la hausse des prix sur les marchés, les difficultés d'accès au marché et la présence des réfugiés centrafricains sont autant d'éléments qui pourront jouer négativement sur la sécurité alimentaire des ménages de la zone.

## PROVINCE DE LA TSHOPO

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Dans la province de Tshopo, les 3 territoires analysés (Bafwasende, Banalia et Ubundu) sont tous classifiés en Phase 3 de l'IPC pour la période courante avec 25% (Banalia) à 35% (Ubundu) de population en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou pire). Au cours de la période projetée, on observe sur tous ces territoires une dégradation de la situation de sécurité alimentaire des populations, sans que cela n'implique toutefois un changement de phase : ainsi, le pourcentage de population en Phase 3 et plus s'affiche à 30% (Banalia), 35% (Bafwasende) et 40% (Ubundu).

### Période actuelle :

Les inondations à répétition dans les territoires de Basoko, Banalia et Ubundu, l'inconstance du calendrier agricole et les attaques de cultures par les ravageurs ont affecté la production agricole des principales cultures du riz et du maïs. Même si des productions locales telles que la banane, l'arachide ou encore le manioc ont enregistré une légère hausse, l'offre n'est pas suffisante pour couvrir les besoins alimentaires de la zone et la province de Tshopo s'approvisionne généralement dans les provinces voisines. Avec la fermeture des frontières et le confinement des zones de production du bassin de Kivu, l'entrée des denrées dans la province se réduit sur la période courante. Les populations ont recours aux ressources naturelles (produits forestiers non ligneux, pêche ...) mais de façon périodique. Les producteurs voient leurs revenus baisser et les prix des denrées enregistrent une hausse suite à la dépréciation du Franc Congolais par rapport au dollar américain et à l'augmentation des prix du carburant. En outre, la dégradation des routes, le manque d'un circuit de marché fonctionnel et intégré érode le pouvoir d'achat des ménages en plus du ralentissement des activités économiques suite au COVID-19. Dans la province de Tshopo, le coût du panier alimentaire est parmi les plus élevés au niveau national (+23% sur le territoire de Bafwasende en juin 2020 comparé à mai). La situation est plus compliquée dans les régions d'Opienge, territoire de Bafwasende, où l'insécurité sévit et entraîne des mouvements de population. En matière d'utilisation, plus de la moitié de la population consomme de l'eau non potable – selon l'enquête MICS 2017 - 2018, 46,7% des ménages de la zone ont accès à une source améliorée, ce qui les expose aux risques des maladies et accroît leur vulnérabilité. L'épidémie de rougeole a affecté également 23 zones de santé de la province et on dénombre une recrudescence des cas de variole du singe.

### Période projetée :

Sur la période projetée, de nouvelles inondations du fleuve Congo et des autres cours d'eau sont attendues et pourraient entraîner la destruction de récoltes, des maisons, des écoles et autres infrastructures dans certaines zones. La dégradation des voies d'évacuation des produits agricoles vers les centres de consommation perdurera, incitant les producteurs à envisager une production plus marginale. Par ailleurs, si rien n'est fait pour améliorer la productivité et maîtriser les maladies et attaques des cultures ou les épizooties qui surgissent chaque année, le problème de la disponibilité alimentaire tant des végétaux que produits carnés dans les ménages de la zone va s'aggraver. La dépréciation de la monnaie locale se poursuivra qui, associée à un ralentissement des importations, induira une nouvelle hausse des prix de certaines denrées. Les ménages pourraient continuer à perdre leur pouvoir d'achat et à voir leurs moyens d'existence se détériorer. En cas de rebondissement de la pandémie du COVID-19, la situation au cours de la période projetée pourrait s'empirer si aucune action n'est entreprise en termes d'appui à la production et aux moyens d'existence des populations.

## PROVINCE DU KONGO CENTRAL

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Pour la période courante, les 2 territoires analysés de Mbanza Ngungu et Seke Mbanza sont classifiés en Phase 2 de l'IPC avec 30% de leur population en Stress et, respectivement 15% et 10% en situation de Crise. Sur la période projetée, ces territoires sont susceptibles de rester en Stress (Phase 2 de l'IPC).

### Période actuelle :

Sur la période courante, la production agricole a enregistré une baisse prévisible suite aux maladies végétales, aux attaques des chenilles légionnaires et aux perturbations climatiques qui ont influencé négativement le calendrier agricole (non-démarcation de la saison A et B, retard des semis). Les territoires de la province sont les greniers de grands centres de consommation tels que Matadi ou Kinshasa. Touchés par la restriction des échanges commerciaux, ces villes ont influencé une compétition alimentaire avec pour effets la baisse de denrées disponibles sur les marchés locaux. Dans les zones relativement faciles d'accès, les prix des denrées alimentaires ont enregistré des hausses de l'ordre de 17% renforcées par la dépréciation de la monnaie locale face au dollar américain. Dans les zones de production, les prix des denrées ont baissé à cause d'une incapacité des commerçants à acheter les produits pour les envoyer hors des zones suite aux restrictions de mouvements dues au COVID-19. D'une façon globale, les revenus des ménages ont baissé et le pouvoir d'achat des ménages s'érode sur la période courante. A cela s'ajoute la faible praticabilité des routes et des voies de dessertes agricoles – selon l'enquête CSFAM de 2019, 95% des routes de dessertes agricoles sont estimées en très mauvais ou mauvais état dans la province - en rendant l'accès à certaines zones difficiles. Tous ces éléments influencent également négativement la situation nutritionnelle qui demeure dans certaines zones de santé de la province précaire et alarmante.



### Période projetée :

Sur la période projetée, la perturbation de circulation entre les différentes zones risque de perdurer sous l'effet de la crise du COVID-19 même si on peut espérer une légère amélioration de la commercialisation des produits champêtres vers les centres de consommation (Ville de Matadi). Les activités transfrontalières de Lufu (RDC-Angola) pourraient redémarrer, sans toutefois atteindre leur niveau d'avant la crise, ce qui améliorerait légèrement la disponibilité des produits dans la zone. La production vivrière pourrait toutefois être de nouveau touchée par les maladies cryptogamiques des plantes (fusariose, striure...), les maladies virales (mosaïque...) ou les attaques des chenilles légionnaires réduisant les productions si aucune mesure manifeste n'est prise pour endiguer ces problèmes. Les revenus des ménages pourraient connaître une stabilisation progressive suite à une légère reprise des activités commerciales. Les variations de prix pourraient toutefois rester importantes, en phase avec la poursuite de la dépréciation de la monnaie locale et, les restrictions de mouvements des biens et de personnes relatives au COVID-19. Les routes et voies de dessertes agricoles pourraient également s'améliorer suite aux efforts du gouvernement et d'autres projets en cours. Le pouvoir d'achat serait également susceptible de s'améliorer par rapport à la période courante. Tous ces facteurs contribueraient à augmenter l'accès des ménages de la zone aux denrées alimentaires.

## VILLE-PROVINCE DE KINSHASA

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Parmi les 9 communes de la ville de Kinshasa analysées, toutes sont en phase de Stress (Phase 2 de l'IPC) à l'exception de Mont-Ngafula qui s'affiche en Crise (Phase 3 de l'IPC), avec 30% de sa population (représentant 147 000 personnes) en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC et plus). Sur la période projetée de janvier à juin 2021, cette dernière basculera en Phase 2 suite à une amélioration attendue de sa situation de sécurité alimentaire. Sur l'ensemble de la ville, ce sont 762 000 personnes qui se retrouvent en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC) puis 524 000 personnes en période projetée.

### Principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire :

L'enquête mVAM de juillet 2020 indique que, 41% des ménages des neuf communes de Kinshasa ont eu des contraintes d'accès aux marchés. Environ 32% des ménages de Kinshasa n'ont pas pu accéder aux marchés par manque d'argent. Selon les données de Geopoll, plus de 20% des ménages évalués ont subi des perturbations dans leurs moyens de subsistance ou ont perdu leur emploi (Ndjili le plus élevé à 22,6%) et 38% souffrent d'un manque d'argent avec le taux le plus élevé pour les zones de Kimbanseke (41%), Masina (41%) et Selembao (43%). Environ 41% des ménages ont eu des difficultés à accéder au marché au cours des deux dernières semaines et, en moyenne, 32% des ménages ont indiqué que le manque d'argent était la principale contrainte à laquelle il faisait face. Il faut noter que globalement, le coût du PMA reste le plus élevé depuis janvier dans les territoires du Sud-Est du pays, ainsi qu'à Kinshasa et ses alentours. Par ailleurs, l'INS indique que, la moitié des chefs de ménages n'ont pas pu exercer leur activité pour des causes directement liées à la pandémie de la COVID-19. Après la mi-mars 2020, 10,5% de ménages ont déclaré avoir des membres qui ont perdu leur emploi. Pour faire face à la hausse des prix, les ménages ont réduit le nombre de repas pris par jour pendant le confinement comparé à la situation d'avant la pandémie. En effet, 20% des ménages ont réduit leur consommation alimentaire à un repas par jour faisant passer la proportion de 8,4% à 28,6%.

### Période actuelle :

Bien que la circulation des cargos alimentaires et des produits de première nécessité soit autorisée, la fermeture des frontières de la RDC avec les autres pays a limité, sur la période courante, l'approvisionnement des marchés et des petits commerces de la ville de Kinshasa. Les mesures de confinement de la crise du COVID-19 ont également réduit les ravitaillements venant d'autres provinces (Congo centrale, Nord Kivu, Bandundu...), ces zones ayant elles-mêmes connu une légère baisse de leur production agricole (ex : le Congo Central) suite à de mauvaises conditions météorologiques. La dégradation des tronçons routiers limite également la sortie des denrées de ces zones. Ainsi, sur la période courante la disponibilité des denrées dans la ville de Kinshasa connaît un ralentissement.

Avec la dévaluation du Franc Congolais par rapport au dollar américain, les prix des principales denrées alimentaires connaissent une hausse sur l'ensemble du territoire. Dans la capitale, les variations des coûts du panier alimentaire sont parmi les plus élevées par rapport au reste du pays. Suite à l'arrêt des activités commerciales et au confinement, certains ménages ont vu leurs revenus baisser, limitant ainsi leur accès financier aux denrées alimentaires. En dépit de ce contexte et d'une réduction du nombre de repas, la consommation alimentaire est globalement bonne pour les communes de la ville puisque, selon les données d'enquêtes mVAM, près des trois quarts des ménages affichent une consommation alimentaire acceptable. On peut toutefois noter que qu'entre 55% et 66% des ménages mettent en place des stratégies de crise ou d'urgence sur la période courante. Par ailleurs, l'accès à l'eau reste problématique dans quelques communes comme Nsele où la mauvaise utilisation alimentaire et le manque d'eau potable seraient à la base de certaines maladies.

### Période projetée :

Avec la réouverture progressive des frontières, on pourrait s'attendre à un meilleur approvisionnement des marchés locaux en produits importés (riz, huile végétale, œufs, sucre, farine de maïs). La reprise des mouvements et du transport entre Kinshasa et Bandundu, Kinshasa-Matadi, ainsi que les reprises des cargos entre Kinshasa et Goma, pourraient contribuer à une meilleure disponibilité alimentaire des produits vivriers locaux. Pendant la période projetée, les marchés pourraient être inondés de légumes produits localement. Toutefois, les communes de Masina et de Ndjili seraient susceptibles de subir de nouvelles inondations en janvier - février 2021 détruisant l'habitat et les moyens de subsistance des ménages (champs de légumes, petits commerces, activité de pêches et d'élevage). L'érosion et des glissements de terrain pourraient également se manifester dans les communes de Selembao et Kisenso.

Par ailleurs, on pourrait s'attendre à ce que la majorité des ménages ayant perdu leurs emplois pendant le confinement recouvrent progressivement leur travail et leur niveau de revenus d'avant. Les prix des produits pourraient se stabiliser ou connaître une légère baisse suite aux mesures initiées par le gouvernement pour stabiliser le Franc Congolais facilitant l'accès des populations aux denrées de base. Ainsi, sur la période projetée, la situation de sécurité alimentaire de la ville de Kinshasa serait susceptible de s'améliorer.

## PROVINCE DE LOMAMI

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Parmi les 4 territoires de la province de Lomami analysés, Kabinda et Ngandajika affichent une Phase 2 de l'IPC, avec respectivement 55% et 65 de leur population en insécurité alimentaire légère. Les territoires de Kamiji et Liulu sont quant à eux classifiés en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) avec respectivement 20% et 45% de leur population en Phase 3 de l'IPC ou pire. Entre la période courante et la projetée, on assiste à une amélioration de la situation de sécurité alimentaire sur les territoires Kamiji (qui passe d'une phase de Crise à une situation de Stress). Liulu reste en Phase 3 de l'IPC mais voit le pourcentage de population en Phase 3 de l'IPC et plus baisser de 45% à 25%. Kabinda qui reste également en Phase 2 de l'IPC et voit le pourcentage de population en insécurité alimentaire élevée se réduire de 15% à 10%. Enfin, le territoire de Ngandajika apparaîtra en phase de Crise (Phase 3 de l'IPC), avec sur la période projetée, 25% de population en insécurité alimentaire élevée, soit environ 213 000 personnes.

### Période actuelle :

Les territoires de Kamiji et Liulu font partie des territoires ayant été affectés par les conflits inter communautaires du Kasai Central déclenchés en 2017 et ayant occasionné d'importants mouvements de population. Bien qu'il y ait eu une accalmie, les séquelles de ce conflit se font encore sentir aujourd'hui et la province du Lomami est toujours en récupération des conflits et mouvements de population récents. Sur la période courante, la disponibilité alimentaire est réduite dans la province, et l'augmentation de l'incidence de la chenille légionnaire et de la mosaïque de manioc (deuxième produit agricole de la province) ont impacté les productions de la dernière campagne agricole, principale activité des ménages. Les lourdes inondations du début 2020 ont occasionné de nombreuses destructions des champs et autres outils de production dans certaines zones réduisant la disponibilité des produits dans la zone. Les routes ont également été affectées par ces inondations limitant l'approvisionnement de certains marchés et réduisant leur accès.

Sur la période courante qui inclut le pic de la soudure, la situation de sécurité alimentaire des ménages sur la province est difficile avec un accès limité à la nourriture du fait de l'épuisement des stocks. Selon les résultats de l'enquête de la CAID, la consommation alimentaire est limitée et pauvre pour 54% des ménages et 79% ont, sur la période courante, recours à des stratégies de moyens d'existence de crise ou d'urgence. Les récoltes vertes de décembre 2020 pourront soulager les populations qui auront commencé à développer des stratégies d'adaptation souvent dommageables et irréversibles. La variation des prix des denrées de première nécessité observée sur l'ensemble du territoire réduit également sensiblement le pouvoir d'achat des ménages et leur accès aux denrées alimentaires. Notons aussi que l'accès à l'eau potable reste limité avec comme conséquences la prolifération des épidémies de choléra et de la rougeole notamment dans les territoires de Kabinda, Ngandajika et Lubao.

### Période projetée :

Au regard des prévisions météorologiques et de l'état de la campagne agricole passée, les récoltes attendues sur la période projetée pourraient être relativement bonnes même si elles pourraient subir l'attaque des ravageurs ou les maladies des cultures. La situation sécuritaire dans la zone pourrait également être plus stable. Ainsi, tous ces facteurs contribueraient à une légère amélioration de la situation de sécurité alimentaire. On peut s'attendre à des prix soit stables soit en légère diminution pour des produits locaux tels que le haricot, le maïs ou le manioc. Les prix des autres denrées, toujours tributaire de la dépréciation du Franc Congolais, pourrait s'afficher au-dessus de leur niveau normal d'avant COVID-19. Les routes de desserte agricole et d'intérêt général pourraient de nouveau être détériorées par les fortes pluies de décembre, continuant de limiter les approvisionnements en denrées et l'accès des marchés dus à une plus grande disponibilité des aliments comparée à la période courante.

## PROVINCE DU HAUT UELE

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Dans la province du Haut Uélé, les 4 territoires analysés (Dungu, Faradje, Niangara et Rungu) affichent tous une situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) en période courante comme en projetée, avec des populations en insécurité alimentaire sévère touchant entre 20% (Niangara) et 35% (Faradje) de la population. Pendant cette dernière, la situation de sécurité alimentaire s'améliore toutefois sur les territoires de Dungu et de Rungu qui voient la part de leur population en Phase 3 de l'IPC et plus diminuer, et passer respectivement de 30% et 25% à 25% et 20% en période projetée, sans que la zone change de phase.

### Période actuelle :

La plupart des territoires de la province subissent la présence incontrôlable des éleveurs armés Mbororo qui pillent les vivres et les récoltes, et dont la déambulation du cheptel détruit les cultures. Leur présence donne lieu à des déplacements de population notamment vers les territoires de Dungu. Les zones de Faradje et de Dungu accueillent également des réfugiés soudanais. Par ailleurs, les inondations enregistrées sur le premier trimestre 2020 ont négativement impacté les récoltes des zones de Dungu et de Niangara. Les cheptels ont été touchés par les épizooties, notamment sur le territoire de Rungu et l'invasion des chenilles légionnaires a réduit la production agricole. Dans la province du Haut Uélé, la circulation des productions agricoles des bassins de production vers les grands centres de consommation se fait par vélo, par moto, à pied et rarement par véhicule à cause du mauvais état des routes de desserte agricole. Toutefois, avec la dépréciation du Franc Congolais face au dollar américain, les prix ont fortement augmenté dans les territoires et contribuent à la réduction du pouvoir d'achat des ménages. Ceci est accentué par la baisse du revenu des ménages et les effets des spéculations sur certaines denrées importées. Tous les territoires connaissent également une épidémie de rougeole qui sévit dans la zone depuis 2018. Concernant l'accès et l'utilisation de l'eau potable, moins de 20% de la population accède à l'eau d'une source aménagée et les longues distances à parcourir limitent l'accès des populations à ce type d'aménagement, impactant la qualité des aliments consommés.

### Période projetée :

Au cours de la période projetée, de nouvelles perturbations climatiques pourraient survenir affectant le calendrier agricole. Les épidémies tant humaines qu'animales mais aussi les attaques des chenilles légionnaires et d'autres ravageurs pourraient limiter la disponibilité des denrées dans la zone et entraîner un déficit de production sur des spéculations comme le maïs, les haricots ou encore l'arachide. Si la situation sécuritaire sur le territoire de Rungu reste stable, la persistance des assaillants (LRA, Mbororo ou autres groupes armés) dans les autres zones pourrait aggraver la vulnérabilité des populations à cause des incendies et des pillages à répétition des biens et des récoltes. La destruction des champs par les bêtes des Mbororo pourrait également affecter le rendement des récoltes. La hausse des prix se poursuivrait pour certains produits de consommation à cause de la poursuite de la dépréciation du Franc Congolais érodant le pouvoir d'achat des ménages. L'accès au marché serait donc toujours limité. L'utilisation demeurerait similaire à la situation de la période courante.

## PROVINCE DE LA MONGALA

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Sur la période courante, les 2 territoires analysés de la province de Mongala, Bumba et Lisala, apparaissent en Phase 3 de l'IPC avec respectivement 20% de leurs populations en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou pire). En période projetée, si la situation de sécurité alimentaire demeure stable pour le territoire de Lisala, avec toujours 143 000 personnes en Phase 3 de l'IPC et plus. A Bumba, on observe une dégradation avec 25% de la population qui serait en Phase 3 de l'IPC, soit 251 000 personnes.

### Période actuelle :

Comme 26 autres zones, la province de Mongala connaît une résurgence de l'épidémie de rougeole. A cela s'ajoute les inondations qui ont détruit une partie des récoltes de la dernière campagne, en plus de plusieurs maisons, écoles et églises. Par ailleurs, la perturbation du calendrier agricole caractérisée par une prolongation de la saison sèche est à la base de la rareté des produits agricoles sur la période courante, surtout pour le manioc qui est l'aliment de base des habitants de la province. Le délabrement très avancé des routes de desserte agricole ne favorise pas la fluidité des produits agricoles que ce soit à travers la province ou pour sortir les denrées vers les centres de consommation. Dans la province, le niveau de revenu des ménages est très bas ce qui limite les possibilités d'accès des populations aux denrées. Par ailleurs, les ménages ne constituent généralement pas des stocks de nourritures. Cela est dû principalement au faible revenu, aux habitudes et à la vie à proximité des champs et des cours d'eau. La grande partie de cette population consomme moins de deux repas par jour. S'agissant de l'eau potable, 70% de la population n'y a pas accès et n'utilise pas de latrines hygiéniques. Depuis quelques mois, un fort ralentissement monétaire se produit dans la province dû à la diminution du trafic routier avec les autres provinces. Par ailleurs, même si aucun cas de COVID-19 n'est à déplorer dans la zone, les mesures de confinement ont entraîné la limitation des prestations au niveau des services sociaux de base impactant sur la situation des malades. Dans la province, 70% des ménages n'ont pas accès à une source d'eau potable.



### Période projetée :

Dans la période projetée, la rareté des denrées alimentaires constatée en période courante risque de durer à cause de la poursuite de la dépréciation de la monnaie locale par rapport au dollar américain. Les prix des denrées importées pourraient continuer d'augmenter (comme le sucre, le sel, la farine de froment ou encore le lait en poudre), de même que les prix des produits locaux (le riz local). Ceci limiterait encore un peu plus l'accès des ménages aux denrées. On peut également s'attendre à une augmentation plus importante au cours de l'année prochaine si des mesures pour encadrer les paysans dans la relance de leur production ne sont pas prises.

## PROVINCE DU KASAI CENTRAL

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Sur les 6 territoires de la province du Kasai Central analysés, 2 apparaissent en Urgence (Phase 4 de l'IPC) avec des taux de population en Phase 3 de l'IPC ou pire de l'ordre de 55% pour les territoires de Dibaya et de Dimbelenge, représentant respectivement 336 000 et 254 000 personnes. Les territoires de Kananga, Demba, Kazumba et Luiza connaissent une situation de Crise (IPC Phase 3 de l'IPC) avec 45% de leur population en insécurité alimentaire élevée sauf à Kananga où le taux s'établit à 30%. Sur la période projetée, seul le territoire de Dibaya demeure en phase d'Urgence (toujours 55% de sa population en Phase 3 de l'IPC ou pire), les autres apparaissant en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) avec des taux variant de 30% (Kananga) à 45% (Dimbelenge).

### Principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire :

Selon l'enquête EFSA (juin-juillet 2020), 46% des ménages a subi des chocs : on trouve ceux liés à une maladie grave d'un membre du ménage (50%), le décès d'un membre actif du ménage (27%), la hausse des prix (21%), le manque de semence (10%), les maladies des cultures (5%) ou manque de pluies (4%).

### Période actuelle :

Sur la période courante, bien que l'accès à la terre ait été garanti pour 68% des ménages enquêtés, 17% de la population est constituée par les non-résidents qui ont des difficultés majeures d'accès à la terre et aux moyens d'existence. Malgré un retard de pluies constaté en début de saison, la pluviométrie a été bonne et relativement régulière, toutefois la disponibilité en denrées alimentaires dans la province est faible à cause des maladies des végétaux (mosaïque manioc) et des animaux (PPR, Peste Porcine, Pseudo-peste aviaire). Les faibles superficies exploitées, en dépit d'une bonne production, sont incapables de satisfaire l'ensemble de la demande de la zone. Les ménages sont fortement dépendant du marché, avec 67% des ménages enquêtés dépensant plus de 65 % de leur revenu total pour les besoins alimentaires et 46% qui dépensent plus de 75 % de leur revenu total pour les besoins alimentaires. Avec la dépréciation de la monnaie locale par rapport au dollar américain, les prix connaissent une augmentation sur l'ensemble du territoire : malgré une baisse des prix des denrées produites localement après la récolte de la Saison B (juin 2020), une hausse est observée dans les derniers mois et l'accès au panier alimentaire spécialement dans les territoires de Dibaya et Kazumba apparaît plus difficile. La réduction de circulation des biens (notamment par transport ferroviaire) a provoqué la rareté des denrées importées dans la zone rendant l'approvisionnement et l'évacuation des produits difficiles. Les routes, en état de délabrement très avancé (environ 60% des routes sont estimées en mauvais état et 15% en très mauvais état), rendent l'évacuation des produits vers les centres de consommation difficile. Concernant les facteurs limitants, l'enquête EFSA (2020) montre très clairement le recours très élevé des ménages aux stratégies liées aux moyens d'existence de crise (48%) et d'urgence (29%). 52% des ménages ont un score de consommation (SCA) pauvre et 27% limite. La diversité alimentaire (HDDS) est très faible pour 16% des ménages qui ont consommé moins de trois groupes d'aliments dans les 24 heures précédant l'enquête. Par ailleurs, 20% des ménages affichent un Indice de faim (IDF) sévère voire très sévère. Plus que la disponibilité, l'accès et l'utilisation des denrées - faible accès en eau potable dans les zones rurales - sont des facteurs limitant majeurs de la sécurité alimentaire des ménages de la province. La situation nutritionnelle est préoccupante et exacerbée par la persistance de la rougeole qui est un facteur aggravant de la malnutrition.

### Période projetée :

Pour la période de janvier à juin 2021, les prévisions météorologiques prévoient des bonnes précipitations jusqu'en décembre 2020. Ces pluies pourront se poursuivre jusqu'à couvrir la saison B (février à mai 2021). La reprise progressive des activités commerciales avec les autres pays de la zone pourrait faire baisser les prix des produits manufacturés importés dans la zone par rapport à la période courante. Les prix des produits agricoles connaîtraient également la même tendance, remontant à partir de l'épuisement des stocks, en avril 2021. Malgré ces facteurs de mitigation, sur le territoire de Dibaya, les mouvements des retournés et la recrudescence des conflits intercommunautaires pourraient continuer d'exercer une pression sur les moyens d'existence des populations de la zone.

## PROVINCE DU TANGANYIKA

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Dans la province du Tanganyika, pour la période courante, les 6 territoires analysés, à l'exception de Kongolo, connaissent une situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) entre juillet et décembre 2020 avec entre 45% (pour Kabalo, Kalemie, Manono, Moba) et 65% (Nyunzu) des populations en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus). Au niveau de la province c'est un total de 2 103 000 personnes en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC et plus). Pour la période projetée (janvier – juin 2021), seulement 3 territoires demeurent en Phase 4 de l'IPC (Kabalo, Manono, Nyunzu) avec des taux respectifs de population en insécurité alimentaire élevée de 40% (Phase 3 de l'IPC ou pire). Les 3 autres (Moba, Kalemie et Kongolo) sont classifiés Phase 3 de l'IPC avec entre 25% (Kongolo) et 35% (Moba et Kongolo) de leurs populations en Crise (Phase 3 de l'IPC) ou pire.

### Principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire :

Selon l'enquête EFSA, plus de 60% des ménages ont subi des chocs qui ont diminué leurs capacités à générer des revenus. La maladie grave d'un membre du ménage (liées plus aux épidémies) a frappé plus de 6 sur 10 ménages suivie des inondations (Kabalo 59%, Manono 40%, Kongolo 19% et Kalemie 10%) et enfin le décès d'un membre actif pour plus de 10% des ménages ; Nyunzu ayant la proportion la plus importante avec 25%. Bien que la situation sécuritaire se soit considérablement améliorée au Tanganyika, on note environ plus de 15% des ménages qui ont subi l'impact. En effet, 90% des communautés touchées par l'insécurité ou les conflits ont déclaré que l'impact était fort sur leurs communautés. Cette proportion est de 87% pour les communautés ayant connu les inondations.

### Période actuelle :

A Nyunzu et dans la zone de santé de Kiambi (territoire de Manono), les conflits intercommunautaires ont entraîné des déplacements de populations vers d'autres zones du territoire ou vers d'autres territoires comme Kalemie, ainsi qu'à Manono, Kabalo et Kongolo qui connaissent désormais une certaine stabilité. Les territoires de Nyunzu, Moba et certaines parties de Kalemie sont également le théâtre d'opérations militaires qui entraînent des déplacements de population. Dans les parties plus stables, on enregistre aussi des mouvements de retour des déplacés qui, sans ressources, exercent une pression sur les moyens d'existence des populations hôtes.

Pour la période courante, les prévisions météorologiques du deuxième semestre 2020 en dessous de la moyenne laissent supposer un démarrage tardif de la campagne agricole 2020-2021. Bien qu'étant la principale activité et source de revenus des ménages, l'agriculture reste peu diversifiée et le manque de main d'œuvre (main d'œuvre vieillissante, incapacité physique limitée à cause des maladies ...) et de semences empêchent certains ménages de cultiver. En outre, entre février et avril 2020, les territoires de Kalemie, Kabalo, Kongolo, Manono et Moba ont connu des inondations provoquant la destruction de champs et notamment de la production de manioc, du maïs ainsi que plusieurs autres cultures. Ainsi, pour la période courante, la production agricole est faible et les stocks disponibles limités (de 1 à 3 mois), rendant la période de soudure très précoce. Les produits d'élevage sont présents mais en faible quantité puisque seulement un ménage sur 10 pratique l'élevage, en général des volailles. Quelques ménages ont des revenus additionnels notamment les ménages vivant autour des carrés miniers ou des cours d'eaux (fleuves, rivières et lac Tanganyika) mais la crise du COVID-19 a limité ces activités.

Par ailleurs, avec la dépréciation du Franc Congolais et le ralentissement des échanges commerciaux, les prix des denrées alimentaires et des produits manufacturés augmentent sur la période courante, réduisant l'accès économiques des ménages. Outre l'accès financier, l'aspect sécuritaire de la zone limite les échanges internes des personnes et des biens affectant les flux commerciaux. Tous ces éléments contribuent à la réduction du pouvoir d'achat des ménages. Enfin, l'accès à l'eau potable est également difficile avec, selon l'enquête EFSA 2020, seulement 27,6% des ménages ayant accès à une source d'eau améliorée ce qui favorise les maladies d'origine hydrique. L'accès aux services de santé demeure également un problème majeur dans la province.

### Période projetée :

Au cours de la période projetée, la disponibilité en denrées alimentaires issues de la production agricole et des stocks, pourrait être limitée suite à la faible pluviométrie. Cependant, avec la levée des mesures restreignant les échanges avec les pays limitrophes, l'importation de certaines denrées alimentaires (sucre, sel, huile végétale, l'huile de palme, etc) pourrait un peu améliorer la disponibilité. Sur le territoire de Moba, la seule source de revenu des ménages pourrait être fortement menacée si la saison agricole de septembre et décembre est moins bonne. Le manque de ressources financières va limiter l'accès à une alimentation nutritive de la majorité des ménages agricoles. Le problème d'accès physique aux marchés va perdurer. Si l'inflation est maîtrisée, cela pourrait toutefois avoir un effet positif sur les coûts des denrées alimentaires. Les retours des ménages déplacés pourraient continuer (sauf à Nyunzu) avec cependant une incapacité de ces personnes à se prendre en charge par manque de ressources.



## PROVINCE DE LUALABA

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Sur les 4 territoires de la province de Lualaba analysés, 2 sont en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC ; Dilolo et Sandoa) et 2 (Lubudi et Mutshatsha) en Crise (Phase 3 de l'IPC), et ce en période courante comme en projetée. Entre la fin de l'année 2020 et le début de 2021, la situation de sécurité alimentaire de ces territoires est susceptible de rester similaire, à l'exception du territoire de Mutshatsha qui voit la part de sa population en Phase 3 de l'IPC se réduire de 35% à 30%, au profit de la phase 4 de l'IPC qui passe de 5% à 10%, soit près de 61 000 personnes en situation d'urgence (Phase 4 de l'IPC) sur la période projetée.

### Période actuelle :

La province a une forte vocation minière et on constate dans certains territoires le délaissement des activités agricoles au profit des activités minières artisanales. Ainsi, l'activité agricole est loin de pouvoir satisfaire la demande locale et la zone est fortement dépendante des importations de la Zambie et de l'Angola pour son approvisionnement. Même si les cargos des biens de première nécessité sont autorisés, la fermeture des frontières avec les pays voisins ralentit la disponibilité des denrées dans la zone. Sur la période courante, la production agricole enregistre une baisse suite à la mauvaise répartition des pluies et à la maladie de la mosaïque qui affecte le manioc.

Par ailleurs, avec les mesures de confinement prise dans le cadre de la crise du COVID-19, les producteurs du territoire de Dilolo n'ont pas pu vendre leur production en Angola et voient donc sur la période courante leurs revenus chuter. Dans d'autres zones, la fermeture des usines d'exploitation minière a provoqué une perte des moyens d'existence des populations. Globalement, le revenu des ménages déjà faible et essentiellement tourné vers la consommation alimentaire, se réduit. Avec la dépréciation du Franc Congolais par rapport au dollar américain et la rareté des biens, les prix des denrées alimentaires augmentent. Les ménages perdent leur pouvoir d'achat et l'accès aux denrées devient plus difficile. A ceci s'ajoute la dégradation des infrastructures routières qui rend l'écoulement des denrées hors de la zone difficile. L'accès à l'eau potable demeure également un problème impactant la qualité de la nourriture et favorisant le développement des maladies hydriques.

### Période projetée :

Sur la période projetée, l'inconstance du calendrier agricole et la mauvaise répartition des pluies risqueraient d'impacter les prochains cycles agricoles dans un contexte de non-encadrement des producteurs. La tendance de prix resterait haussière aux vues de l'insuffisance de l'offre pour couvrir la demande alimentaire de la zone. En plus de la disponibilité, l'accès aux denrées alimentaires demeurerait problématique pour les ménages.

## PROVINCE DU KASAI

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Dans la province du Kasai, sur les 5 territoires analysés, 4 sont classifiés en Crise (Phase 3 de l'IPC ; Ilebo, Kamonia, Luebo, Mweka) et un (Dekese) en phase de Stress (Phase 2 de l'IPC). Sur la période projetée, la situation de sécurité alimentaire des populations est susceptible de s'améliorer dans les territoires de Ilebo (30% de la population en Phase 3 de l'IPC et pire, contre 45% en courante), et Mweka (30% contre 40% de populations en Phase 3 de l'IPC et pire en période courante), toutefois sans changement de phase. La situation demeure similaire à Luebo avec 45% de la population en Phase 3 de l'IPC et plus (soit 197 000 personnes). Les territoires de Dekese et de Kamonia voient la situation de sécurité alimentaire se dégrader en période courante : Dekese passe en Phase 3 de l'IPC et 45% de sa population connaît une insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC et plus). A Kamonia, ce sont 50% des personnes en situation de crise (Phase 3 de l'IPC et plus).

### Principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire :

Selon l'enquête EFSa (juin-juillet 2020), 65% des ménages ont subi des chocs : parmi ceux-ci, on trouve des chocs liés à une maladie grave d'un membre du ménage (72%), le décès d'un membre actif du ménage (24%), les pillages (21%), les maladies du bétail (14%) ou des cultures (6%), le manque de semence (10%) et la hausse des prix (9%). Malgré une amélioration de la situation sécuritaire et la stabilisation des mouvements de populations, la zone de Kamonia continue à faire face à la problématique des refoulés de l'Angola. Le territoire de Mweka connaît, quant à lui, une résurgence d'insécurité conduisant à des conflits entre communautés.



### Période actuelle :

Dans la province du Kasai, 86% des ménages tirent leurs revenus de l'agriculture, 8% de l'élevage et 18% de la pêche. La disponibilité alimentaire issue de la propre production est estimée globalement dans la normale pour la saison B, malgré des irrégularités de pluies en début de saison. Toutefois, aux vues du très faible rendement de l'agriculture dans la partie sud de la province, la disponibilité des produits agricoles sur le marché sera légèrement inférieure à la demande, avec un impact négatif sur les prix. Dans la province, globalement 24% des ménages enquêtés dépensent plus de 65 % de leur revenu total pour les besoins alimentaires et 38% dépensent plus de 75 % de leur revenu total pour les besoins alimentaires. Il y a également dans la province un recours très élevé aux stratégies liées aux moyens d'existence de crise (48%) et d'urgence (12%). Si 28% des ménages ont un score de consommation (SCA) pauvre et 24% limite, on constate toutefois une diversité alimentaire moyenne (70% des ménages ont consommé cinq ou plus groupes alimentaires dans les 24 heures précédant l'enquête (HDDS) et seulement 6% des ménages ont un Indices domestique de Faim (IDF) sévère ou très sévère.

Comme dans de nombreuses autres provinces, les importations ont baissé suite aux mesures prises dans le cadre du COVID-19 et les échanges commerciaux avec les autres provinces se ralentissent tandis que la dépréciation du Franc Congolais a un impact sur les prix des denrées alimentaires et des autres produits importés. L'enclavement rend également difficile l'approvisionnement des marchés et la sortie des denrées des territoires.

### Période projetée :

Sur la période projetée, la saison des pluies attendue en septembre – décembre 2020 devrait être bonne et la production pourrait permettre d'améliorer la situation. Toutefois, dans certaines zones, le manque d'accès aux intrants pourrait limiter la production, comme par exemple à Dekese. A Kamonia, les conflits sont susceptibles de s'empirer et de causer de nouveaux déplacements de population. Dans le contexte de lutte contre la pandémie du COVID-9, la hausse des prix risquerait de se poursuivre érodant un peu plus le pouvoir d'achat des ménages. L'accès aux marchés demeurerait également compliqué à cause de la dégradation des routes et voies de desserte agricole. Les ménages ayant subi comme choc la maladie ou le décès d'un membre actif du ménage pourrait faire face à des difficultés à surmonter la crise.

## PROVINCE DU KASAI ORIENTAL

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Sur les 6 territoires analysés de la province du Kasai oriental, 5 présentent une situation de sécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC ; Kabeya-kamwanga, Katanda, Lupatapata, Mbuji-mayi, Miabi) tandis qu'un territoire (Tshilenge) est classifié en Phase 4 de l'IPC. Dans chacun de ces territoires, la situation en phase projetée demeure la même que celle de l'analyse courante.

### Principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire :

Concernant les chocs de la province, 30% des ménages ont subi des chocs liés à une maladie grave d'un membre du ménage (45%), le décès d'un membre actif du ménage (26%) ou encore la hausse des prix (10%).

### Période actuelle :

La production agricole de la saison B (notamment celle du maïs) apparaît acceptable. Les rendements et les superficies emblavées restent toutefois faibles pour une activité qui demeure de subsistance et qui ne permet pas de satisfaire la demande. Le désintérêt des jeunes générations pour les activités champêtres au profit des activités minières accentue le problème. Ainsi, les ménages sont dépendants des marchés pour leur approvisionnement, à plus forte raison dans des villes comme Mbuji-Mayi. Sur la période courante, l'accès aux denrées alimentaires reste difficile : la principale source de revenus des ménages est la vente des produits agricoles dont les revenus sont généralement insuffisants pour satisfaire les besoins et acquérir le panier de base. Dans un contexte où les ménages de la zone sont fortement dépendants du marché puisque 21% des ménages enquêtés dépensent plus de 65 % de leur revenu total pour les besoins alimentaires et 44% dépensent plus de 75 % de leur revenu total pour les besoins alimentaires, et l'augmentation du prix du panier surtout à Miabi et Tshilenge, l'accès à l'alimentation est limité. En effet, sur la province du Kasai Oriental, malgré un recours très élevé aux stratégies liées aux moyens d'existence (60% des ménages enquêtés) pour maintenir la consommation alimentaire, 68% des ménages ont un score de consommation (SCA) pauvre et 24% limite ; 18% des ménages ont consommé moins de trois groupes alimentaires dans les 24 heures qui ont précédé l'enquête (HDDS) et 25% des ménages ont un Indices de Faim sévère et très sévère. Dans les zones d'exploitation minière comme Katanda, Lupatapata, Miabi ou Tshilenge, les ménages voient leur activité ralentie suite aux restrictions mises en place pour la prévention de la propagation du COVID-19, réduisant ainsi leurs revenus. Les épidémies de rougeole ou le choléra handicapent également les ménages dans le déroulement de leurs activités et pèsent sur leur situation économique. L'accès au crédit est limité. Cette situation est aggravée par la hausse des prix des denrées alimentaires suite à la dépréciation du Franc Congolais par rapport au dollar américain et à la hausse des prix du carburant. Ainsi, sur la période courante, le pouvoir d'achat des ménages s'érode. La consommation alimentaire est globalement pauvre et une partie des ménages est contrainte de mettre en place des stratégies de crise ou d'urgence. L'accès à l'eau reste problématique dans la province, générant des maladies.



### Période projetée :

Sur la période projetée, la situation de sécurité alimentaire pourrait rester relativement stable. La tendance haussière des prix, tributaire de la dépréciation du Franc Congolais, pourrait se poursuivre si aucune mesure de mitigation n'est prise. Les activités minières pourraient également continuer à tourner au ralenti impactant toujours les revenus et le pouvoir d'achat des ménages. Avec la bonne saison des pluies attendue en septembre – décembre 2020, les récoltes des saisons A et B pourraient aider à maintenir la situation de sécurité alimentaire des ménages. Les retournés et déplacés des zones de Tshilenge n'ayant pas reçu d'aide en période courante pourraient connaître une situation toujours plus compliquée.

## PROVINCE DU SANKURU

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Les 3 territoires analysés (Katako-kombe, Lomela et Lodja) apparaissent en phase de Crise (Phase 3 de l'IPC) sur la période courante comme sur la projetée. On note toutefois une amélioration de la situation entre les deux périodes pour les territoires de Katako-kombe et Lodja sans changement de phase : ainsi, en période projetée, 30% de la population est en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC et pire) contre 40% en période courante. A Lomela, la situation demeure stable, avec 40% de la population en Phase 3 de l'IPC et plus, représentant 87 000 personnes.

### Période actuelle :

Sur la période courante, la production agricole est stable comparativement à l'année dernière pour certaines denrées comme le manioc ou le riz. Pour d'autres (arachide, céréales, niébé, maïs), les récoltes sont déficitaires suite à l'invasion des chenilles légionnaires et aux inondations subies dans les zones de Katako, Lomela et Lodja. La production animale est quant à elle affectée par la peste aviaire, la peste porcine et d'autres maladies animales. Ainsi, sur la période courante, la disponibilité de produits alimentaires est limitée dans la zone. Avec l'épuisement de leurs stocks alimentaires, les ménages se tournent vers les marchés pour leur approvisionnement. Par ailleurs, comme sur le reste du territoire, on observe, une hausse des prix des principales denrées alimentaires suite au ralentissement des activités commerciales avec les pays voisins et à la dépréciation du Franc Congolais par rapport au dollar américain. Par ailleurs, le mauvais état des routes complique l'accès physique aux marchés et impacte les prix à la hausse en raison de l'augmentation des prix du carburant. Le pouvoir d'achat des ménages s'érode, impactant la consommation alimentaire des ménages relativement pauvre dans la zone. Par ailleurs, les épidémies du choléra, de la rougeole ou encore la fièvre typhoïde peuvent limiter les activités et les revenus de certains ménages suite à la maladie ou au décès d'un membre du ménage. Cela impacte également l'état nutritionnel des personnes les plus fragiles.

### Période projetée :

Sur la période projetée (janvier – juillet 2021), les attaques de ravageurs et autres maladies des cultures pourrait négativement impacter la production agricole. Les marchés seraient faiblement approvisionnés suite à la poursuite des mesures prises dans le cadre du COVID-19. Les prix seraient susceptibles de rester élevés rendant l'accès des ménages aux denrées alimentaires aussi difficile que sur la période courante. La persistance des épidémies de rougeole ou de choléra accentueraient l'insécurité alimentaire des ménages dans certains territoires.

## PROVINCE DU SUD UBANGI

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Les 3 territoires analysés pour la province du Sud Ubangi s'affichent tous en Crise (Phase 3 de l'IPC) sur la période courante, avec des proportions de populations en Phase 3 de l'IPC et plus entre 25% et 30%. La situation de sécurité alimentaire de ces territoires s'améliore sur la période projetée puisque le territoire de Zongo passe dans une phase de Stress (Phase 2 de l'IPC). Gemena et Libenge restent en Phase 3 de l'IPC mais voient le pourcentage de population en Phase 3 de l'IPC et plus se réduire à 20 – 25%.

### Sévère à quel point, combien, et quand, où et qui :

Au Sud-Ubangi, 97% des ménages ont accès à une terre cultivable alors que 96% des ménages ont pratiqué l'agriculture au cours de la saison 2020 A. Par ailleurs, 47% des ménages déclarent posséder du bétail. Concernant les chocs, 50% des ménages du Sud-Ubangi parlent des pluies irrégulières et 24% des ménages évoquent les maladies des bétails (épizooties). Concernant l'approvisionnement en eau, 47% des ménages s'approvisionnent à partir des sources non aménagées.



### Période actuelle :

Sur la période courante, la disponibilité alimentaire dans les 3 territoires a été perturbée par les inondations qui ont détruit les récoltes, induisant des hausses de prix des denrées produites localement. Cette situation a été exacerbée par les mesures de restriction prises dans le cadre de la crise du COVID-19 ralentissant les échanges commerciaux entre les territoires, la ville de Bangui et le reste du pays. La dépendance de certaines zones au CFA et la rareté des réserves de change a par ailleurs entraîné la dépréciation de la monnaie locale induisant une augmentation des prix des denrées et produits de première nécessité. Les inondations ont également dégradé les routes qui permettent normalement l'accès aux territoires voisins, impactant ainsi l'approvisionnement des marchés. Les moyens d'existence des ménages ont également été touchés. Ainsi, sur la période courante, même si les marchés restent relativement bien approvisionnés, l'accès aux denrées est très difficile pour les ménages. La consommation alimentaire apparaît limite, voire pauvre et sur certains territoires (Libenge, Zongo) la majorité des ménages a mis en place des stratégies de moyens d'existence de crise voire d'urgence.

A Libenge ou Zongo, on note la présence de réfugiés en provenance de pays voisins comme la République de Centrafrique. Ces déplacements affectent les moyens d'existence des familles d'accueils obligées de partager leurs ressources avec les déplacés. La ville de Zongo voit également l'afflux des déplacés fuyant les combats entre les FARDC et les Enyele dans différentes localités du sud- Ubangi.

### Période projetée :

Sur la période projetée, malgré l'expansion de l'épidémie du COVID-19 et les mesures de restrictions qui pourraient s'en suivre comme la limitation des échanges avec les pays voisins, la disponibilité serait acceptable grâce à une bonne production. Les prix de denrées importées auraient toutefois tendance à rester élevés limitant l'accès financier des ménages. L'accès physique serait également toujours un facteur limitant l'accès aux marchés dans la zone.